

ÉLECTIONS EUROPÉENNES
LE 25 MAI 2014

LE PROJET DE L'UMP

“Pour la
France,
agir
en **Europe**”



Depuis sa création, **l'UMP est profondément attachée au projet européen** qui a permis, au lendemain de la seconde guerre mondiale, de réconcilier les ennemis d'hier et de surmonter les haines pour ancrer notre continent dans la paix. Le prix Nobel de la paix décerné à l'Union européenne fin 2012 est, à cet égard, un symbole fort.

À cette raison d'être du projet européen sont venues s'ajouter d'autres grandes réalisations : la reconstruction d'une Europe dévastée par la guerre, le marché intérieur qui nous permet aujourd'hui d'être ensemble la première puissance commerciale du monde, l'euro qui nous a collectivement protégés dans la crise, la solidarité financière entre les États membres, la liberté de circulation.

Nous pouvons être fiers de nous inscrire à la fois dans la lignée des pères fondateurs et dans celle du général de Gaulle qui a fait progresser l'Europe tout en étant exigeant sur les résultats.

Nous ne considérons pas que le projet européen soit devenu anachronique, dépassé par les bouleversements du monde.

Au contraire, nous considérons que ce projet européen garde tout son sens, à condition d'être modernisé, amélioré, d'être mis au service des Européens.

Si nous voulons continuer à peser, si nous voulons garder la maîtrise de notre destin, il ne faut surtout pas abandonner le projet européen.

Mais il faut le reprendre en main ! Nous devons **lui donner une nouvelle orientation** : avoir une vraie ambition européenne, c'est faire le choix d'une vraie inflexion, pour mieux promouvoir et mieux défendre, d'abord et avant tout, l'intérêt commun des peuples européens.

Aujourd'hui de nouveaux défis se présentent à nous. Avec l'Europe, nous devons les relever.

D'abord la compétition économique avec de nouveaux pays, de la taille de continents, à la croissance forte, à la démographie imposante qui crée un immense marché intérieur.

Ensuite de nouveaux défis de sécurité avec la montée du terrorisme dans des aires géographiques proches.

Enfin la mondialisation des échanges qui conduit à la concurrence des valeurs.

Dans ce contexte, un pays seul, même la France, ne pèse pas assez. Seul un ensemble géographique, démographique, économique, technologique, de la taille de l'Europe permet de répondre aux défis.

L'Europe doit être une ambition : ambition de protéger les intérêts de ses citoyens et de ses entreprises en premier lieu, ambition de peser dans les choix du monde, ambition de présenter ses valeurs et ses principes comme modèle de respect de l'homme et de la démocratie.

C'est cette ambition que nous entendons porter en Europe.

C'est parce que nous avons cette ambition que nous voulons changer le fonctionnement de l'Europe.

Parce que nous sommes patriotes, nous sommes européens.

Il faut regarder la réalité en face.

Alors que 2013 a été consacrée par l'Union européenne « année européenne des citoyens », il existe une forte déconnexion entre l'Europe et ses citoyens. **L'Union européenne bat des records d'impopularité dans quasiment tous les États membres. Nous ne pouvons plus continuer à faire l'Europe sans les citoyens européens ou, pire encore, malgré eux.**

L'Europe, telle qu'elle se construit depuis plusieurs années, représente désormais trop souvent une contrainte plus qu'une chance. Elle n'ouvre en tout cas plus suffisamment de perspectives, du fait de son manque d'efficacité, de sa difficulté à tirer les leçons de la crise économique, à contrôler les flux migratoires et à peser sur la mondialisation qui est subie alors qu'elle doit être une opportunité. Ses processus décisionnels sont complexes, ses normes de plus en plus nombreuses, sa représentation sur la scène internationale limitée, et son leadership contesté, quand il existe.

Partout dans l'Union européenne, des mouvements populistes, nationalistes, séparatistes profitent de la conjoncture économique pour jouer avec les inquiétudes des Européens. Leurs solutions qui consistent à ériger de nouvelles frontières et des barrières douanières autour de chaque pays, à sortir de l'euro et, *in fine*, à faire exploser l'Europe ne sont évidemment pas crédibles. Pire, elles sont dangereuses pour l'ensemble des Européens, notamment pour les Français.

Face à la démagogie irresponsable de la dé-mondialisation et de l'Europe forteresse, la volonté de l'UMP est de proposer une véritable ambition pour la France, qui soit aussi une ambition pour l'Europe, une Europe unie mais pas uniforme, une Europe qui se donne les moyens de retrouver le chemin de la croissance pour créer des emplois, une Europe qui favorise la création de PME comme de champions industriels, une Europe concrète qui se débarrasse de son approche technocratique, une Europe qui sait défendre ses intérêts face à ses concurrents mondiaux, une Europe qui assume et protège ses frontières, une Europe capable de peser sur les affaires du monde.

C'est en s'appuyant sur cette nouvelle Europe que la France pourra continuer à jouer un rôle important dans le monde. À condition que notre pays continue à être une force motrice de l'Union, comme il a prouvé qu'il pouvait l'être sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Les progrès de la gouvernance de la zone euro, la réglementation de la finance avec nos partenaires du G20, le plan énergie-climat, le pacte asile et immigration : dans toutes ces réformes, la France a joué un rôle majeur dont nous pouvons être fiers. Sans oublier notre action déterminée lors de la crise géorgienne, avec l'ensemble des pays européens, ou durant le conflit libyen pendant lequel le Royaume-Uni et la France ont conduit une coalition comprenant de nombreux États européens en coopération avec l'Otan et dans le cadre de l'ONU.

Pendant cinq ans, sous l'impulsion du Président Nicolas Sarkozy, la France a été sans cesse à l'initiative, en liaison avec ses partenaires européens, au premier rang desquels l'Allemagne, pour faire bouger les lignes et répondre aux crises susceptibles d'affecter l'Europe et le monde. Pendant ces cinq années, la France a, au cœur de l'Europe, montré le chemin pour une Europe plus forte et plus efficace.

Depuis l'arrivée de François Hollande à la tête de l'État, la France a perdu sa place motrice en l'Europe qui ne joue plus son rôle de démultiplicateur de puissance pour notre pays. La voix de la France est affaiblie en Europe.

D'un point de vue économique, nous sommes de plus en plus distancés par l'Allemagne tandis que nos voisins du sud sont précisément en train de faire les réformes de compétitivité que la France ne fait pas.

L'intérêt de la France et des Français est de retrouver une place centrale en Europe.

C'est pourquoi, pour contrebalancer la faiblesse et l'amateurisme de l'actuel gouvernement qui reviennent à abaisser notre pays en Europe et dans le monde, **il est indispensable d'élire un maximum de députés européens UMP.**

Forts de leur ambition pour l'Europe et de leur engagement au service de la France et des Français, ils seront là, sur la durée de leur mandat, pour que la France retrouve son influence en Europe, pour que l'Europe retrouve sa place dans le monde et protège efficacement chacun de nos concitoyens tout en leur offrant de nouvelles opportunités.

Avec courage et conviction, ils seront là pour voter en connaissance de cause des législations au service des citoyens, simplifier les réglementations de l'Union européenne, contrôler la Commission, mais aussi pour s'opposer à toute nouvelle procédure d'élargissement de l'Union européenne, relancer le couple franco-allemand, et permettre aux pays qui ont envie d'avancer plus vite à quelques-uns de le faire par exemple en matière de défense, en matière de politique énergétique, de politique industrielle, de politique maritime ou de politique culturelle. Nous sommes favorables à une plus forte coordination dans la zone euro. En revanche, dans le vaste ensemble de l'Union européenne à 28, la répartition des compétences doit reposer sur le seul souci de l'efficacité en laissant des marges de manœuvre aux États membres.

1. Parce que l'UMP est profondément patriote et européenne, nous pensons que l'Europe doit se remettre en question pour être utile à la France et aux Français

Nous avons un regard lucide sur l'Europe, ses forces, ses faiblesses, sur ce qu'il faut absolument changer, au niveau européen mais aussi au niveau national pour préparer l'avenir et garder la maîtrise de notre destin.

A. D'abord, reconnaissons que l'Europe traverse une crise profonde

Cette crise n'est pas nouvelle.

C'est la crise d'un continent qui a incarné un leadership intellectuel, culturel, économique et même moral pendant des siècles et qui voit de nouvelles grandes puissances s'affirmer en dehors de lui, et devenir des géants économiques et politiques.

Cette crise est aussi le résultat d'un manque de réformes. Alors que l'euro aurait dû accélérer la convergence des économies européennes et les réformes structurelles pour améliorer notre compétitivité, il a été perçu par de nombreux États dont la France, comme un accomplissement, une fin en soi et non comme les débuts de la construction de notre puissance commune.

Cette crise est aussi liée au fait que **nos concitoyens ne voient pas toujours la plus-value de l'Europe dont ils comprennent mal le fonctionnement** du fait de ses processus décisionnels complexes, des normes toujours plus nombreuses produites par l'Europe.

Cette crise est enfin liée aux incertitudes sur l'identité de l'Europe et sur ses frontières. À force de refuser de parler des nations qui composent l'Europe et de leurs spécificités (histoire, culture...), à force de vouloir s'élargir à marche forcée sans réfléchir véritablement au nouveau projet politique que nous pouvions mener à 28, les conditions d'une Europe sans saveur, sans limites et sans culture ont été créées collectivement. Cela a engendré un sentiment de doute et d'incertitude chez nos citoyens. C'est pourquoi, **nous souhaitons réaffirmer aujourd'hui, comme nous l'avons toujours fait, que l'Europe a besoin de frontières et que la Turquie n'a pas vocation à entrer dans l'Union européenne.**

B. Nous dénonçons l'écrasante responsabilité du président de la République et de son gouvernement dans le désenchantement des Français vis-à-vis de l'Europe

Depuis l'arrivée de François Hollande à la tête de l'État, la France a perdu son rôle de moteur en Europe. Diplomatie partisane, propos germanophobes, dénonciation personnelle d'Angela Merkel et des « conservateurs » censés diriger l'Europe : le président français a rompu avec la politique de ses prédécesseurs qui avaient, tous, marqué leur attachement à la force du couple franco-allemand.

Un couple suppose l'égalité. Or, la France ne cesse de décrocher d'un point de vue économique. Cette situation est mauvaise pour nos deux pays car nos économies sont étroitement imbriquées. Cette situation affecte gravement la crédibilité de la France sur la scène européenne.

La France est aujourd'hui totalement isolée.

Elle a été incapable d'entraîner ses partenaires européens dans les interventions pourtant si nécessaires au Mali et en Centrafrique. S'il y a là une forme d'inconscience européenne face à des risques majeurs qui nous menacent tous, il y a aussi **un amateurisme de la diplomatie française.** Peut-on décider seuls et sommer ensuite nos partenaires de nous venir en aide sans les avoir au préalable associés à nos orientations et à nos décisions ? Il eut fallu conduire une tournée diplomatique préalable, une large concertation pour construire une coalition. Rien n'a été fait et la France a paru arrogante pour ses partenaires alors même que la cause était juste et appelait une réponse forte des Européens.

Cet isolement, cette incapacité à peser sur le cours des événements, se sont retrouvés durant la crise ukrainienne. La diplomatie française se contente d'y faire de la figuration. Contrairement à son homologue allemand, **Laurent Fabius ne s'est rendu ni en Ukraine ni même à Moscou** pour porter la voix de l'Union européenne durant la longue crise ukrainienne. Il a fait un seul déplacement à Kiev très tardivement, c'est-à-dire après le bain de sang de la place Maidan. Mais très brièvement : quand l'accord a été trouvé, il était déjà reparti et se trouvait en Chine... Quant à François Hollande, il s'est contenté de communiqués souvent dépassés dès leur parution et d'entretiens téléphoniques. En réalité, dans cette affaire, ce sont les diplomaties allemande et polonaise qui ont été en initiative pour l'Europe.

Enfin, **la position de François Hollande vis-à-vis de la Turquie n'est pas claire.** Après avoir refusé de voter la réforme constitutionnelle qui soumet désormais au référendum toute nouvelle entrée d'un État dans l'Union européenne, il dit s'en remettre désormais au référendum. **Alors que Nicolas Sarkozy avait bloqué l'ouverture de nouveaux chapitres de discussion avec la Turquie, François Hollande a donné son accord pour leur ouverture.**

François Hollande n’a aucune réflexion, aucune vision sur l’avenir de l’Union européenne, sur la nature du projet européen, contrairement à nos partenaires européens qui, eux, se sont exprimés clairement.

2. **Que proposons-nous ?**

A. **Une Europe sûre de ses frontières**

Une Europe qui ne s’élargit pas indéfiniment

L’entrée dans l’Union européenne se mérite, elle ne doit pas présenter un caractère systématique. Les frontières de l’Europe doivent, en effet, être définies, afin d’affirmer son identité et notre culture commune.

Nous souhaitons donc **arrêter l’élargissement de l’Union européenne après l’entrée de la Croatie au 1^{er} juillet 2013**. Il faut réévaluer la capacité d’intégration de l’Union européenne à la lumière de la crise économique. La priorité doit être d’approfondir le projet européen, de le consolider.

C’est pourquoi **nous refusons l’entrée de la Turquie dans l’Union européenne**. Nous sommes cependant favorables à l’instauration d’un partenariat privilégié entre l’Union européenne et la Turquie. De tels partenariats privilégiés doivent également être envisagés avec des pays tels que l’Ukraine.

Une Europe qui protège ses frontières de manière efficace

L’immigration s’est intensifiée, provoquant des drames auxquels nous ne pouvons rester indifférents. Cependant, la politique d’immigration européenne n’est toujours pas définie clairement malgré les initiatives françaises sous le précédent quinquennat. Cette immigration qui échappe à tout contrôle politique n’est aujourd’hui ni comprise, ni acceptée par les citoyens européens. **Schengen fonctionne mal. Il faut le réformer en profondeur** avec :

- **Une discipline commune aux frontières et un gouvernement politique de Schengen** en nommant **un commissaire européen de l’immigration** qui serait à la tête d’une agence européenne de l’espace Schengen, chargée de l’harmonisation des politiques des visas, des échanges de données, du droit d’asile.
- **La sanction, la suspension ou même l’exclusion d’un État défaillant.**
- **Le renforcement des moyens et des actions de l’agence Frontex** en promouvant la création, à terme, d’un corps de gardes-frontières européen.
- **Notre opposition à l’entrée dans l’espace Schengen de la Roumanie et de la Bulgarie** qui n’offrent pas suffisamment de garanties quant à leur capacité réelle de surveiller ces frontières extérieures.
- **Sans progrès sérieux dans les 12 mois, nous demanderons la suspension de la participation de la France aux accords de Schengen.**

- Nous voulons **introduire une conditionnalité migratoire dans nos partenariats** avec les principaux pays tiers concernés (par exemple la mise en œuvre efficace d'un accord de réadmission des immigrés en situation irrégulière provenant de leur territoire).
- Nous souhaitons également rendre possible **l'expulsion dans leur pays, hors Schengen, des délinquants récidivistes et des criminels**, et prévoir dans le droit européen que cet éloignement puisse être assorti d'une interdiction du territoire pour une durée de trois ans.
- En matière d'asile, nous devons **mettre en œuvre le régime d'asile européen commun** qui harmonise les normes pour le traitement des demandes et l'accueil des demandeurs. Cependant, il nous paraît indispensable, pour éviter que l'asile ne devienne une nouvelle filière d'immigration illégale, d'adopter au plan européen **une liste complète des pays d'origine sûrs** permettant des procédures accélérées pour les demandes d'asile provenant de ces pays.

B. Une Europe plus pragmatique et plus efficace

Une Europe à géométrie variable

L'Europe à 28 ne peut évidemment pas fonctionner comme l'Europe à 6.

Pour nos concitoyens, les processus de décision sont peu clairs et paraissent souvent inefficaces car complexes avec des résultats mal connus.

Pour répondre à ces imperfections, une construction européenne innovante, nouvelle, originale doit être imaginée à travers des coopérations à géométrie variable afin de **permettre aux pays qui veulent avancer plus vite et plus loin ensemble de pouvoir le faire.**

Par exemple : une coopération sur les questions d'immigration avec les États du Nord de la Méditerranée, une coopération dans le domaine nucléaire avec le Royaume-Uni et la Finlande, une coopération avec l'Allemagne et les pays nordiques dans le domaine du développement des industries électroniques et de communication, une coopération avec le Royaume-Uni, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne sur les questions maritimes, des coopérations différentes dans le domaine de la défense...

Une Europe qui concentre son action là où elle est vraiment utile

Il est indispensable de **redéfinir la répartition des missions entre les États membres et l'Union européenne.** Cette dernière ne doit agir que dans les domaines où une politique européenne sera plus efficace qu'une politique nationale afin de défendre les intérêts des Européens. **Nous pensons que l'Europe ne doit pas intervenir dans les politiques familiales et sur les questions de société.**

Une Europe de la simplicité

La Commission européenne doit **arrêter de vouloir trop réglementer.** Il faut arrêter de produire des directives et des règlements qui exaspèrent nos citoyens et imposent des contraintes coûteuses et parfois inutiles à nos entreprises. Trop de normes semblent avoir été prises sans s'interroger sur leur légitimité au regard du principe de subsidiarité et sans comparer les avantages qu'elles procurent aux coûts qu'elles engendrent. Cette production de normes atteint une cote d'alerte. Cet arsenal réglementaire empiète sur les libertés individuelles des Européens et freinent leurs initiatives.

Aucune nouvelle norme ne doit donc plus être édictée sans abrogation d’une norme déjà existante dans le domaine concerné et chaque directive doit être transposée en France *a minima*, à l’exemple de ce que font nos voisins allemands.

C. Une Europe qui permet de retrouver le chemin de la compétitivité, de la croissance et de l’emploi

La crise européenne n’est pas une crise de la demande. Ce n’est pas notre capacité à consommer qui pose problème. C’est notre capacité à produire. Nous ne sortirons de l’ornière profonde dans laquelle nous nous enfonçons que si nous sommes capables de changer radicalement de modèle de croissance et de **faire de la France comme de l’Europe une terre de producteurs, et non pas seulement un grand marché de consommateurs.**

Le défi qui se pose aujourd’hui aux responsables politiques, c’est de libérer le potentiel immense de nos pays en s’appuyant sur le talent de nos concitoyens.

Une Europe qui fait de l’emploi la priorité des priorités

Nous devons mettre véritablement la priorité sur l’emploi avec :

- le renforcement de l’utilisation du Fonds social européen pour l’intégration professionnelle (entrée dans l’emploi, retour dans l’emploi, maintien dans l’emploi) ;
- le soutien renforcé à la formation initiale et tout au long de la vie et à l’apprentissage ;
- l’entrepreneuriat ;
- le soutien à la mobilité professionnelle grâce à une meilleure reconnaissance des diplômes et des qualifications professionnelles.

Les premiers publics bénéficiaires doivent être les jeunes, qu’ils soient sortis des systèmes de formation sans qualification ou jeunes diplômés (par le programme Erasmus + pour tous, jeunesse en action, etc.), les femmes, les chômeurs, les seniors.

Outre ces politiques spécifiques, il est **indispensable que l’action de la Banque centrale européenne, en plus de son rôle dans la lutte contre l’inflation et en faveur de la stabilité monétaire, soit davantage tournée vers le soutien à la croissance et à l’emploi.** Une telle politique monétaire est souhaitable alors qu’il est **nécessaire de maîtriser les dépenses publiques et la fiscalité à tous les niveaux.**

Une Europe qui favorise la croissance de nos PME

Les PME sont les piliers de l’économie européenne et jouent un rôle fondamental dans nos efforts pour créer de nouveaux emplois. Les 23 millions de PME de l’Union européenne représentent les 2/3 des emplois du secteur privé.

Nous devons savoir **soutenir nos entreprises, et notamment nos PME**, avec :

- la mise en place d’un véritable **Small Business Act** qui permet de réserver une part des marchés publics aux PME ;
- et celle d’un **Buy European Act** qui permet de réserver aux entreprises qui fabriquent en Europe, notamment les PME, une part des marchés publics de l’Union européenne.

Une Europe qui met fin au dumping social et fiscal en son sein.

Les problèmes de compétitivité de notre industrie liés à l'application disparate du droit du travail et de la fiscalité, ainsi que de la différence du coût de travail au sein de l'Union européenne exaspèrent nos citoyens.

L'impôt sur les sociétés est en France de 36 % alors que le taux moyen dans l'UE est de 23 % et en Bulgarie et à Chypre de 10 % !

Plus généralement, en moyenne, dans les vingt-huit pays de l'Union, le coût horaire du travail s'établit à 23,7 euros et dans les dix-huit pays qui ont adopté la monnaie unique à 28,4 euros. En France il est de 34,3 euros et en Allemagne de 30 euros.

Il est crucial de mettre fin à cette disparité et d'instaurer des conditions de concurrence loyale entre les 28 pays de l'Union.

La convergence fiscale et sociale au sein de l'Union doit être la première de nos ambitions. La France, avec un nombre restreint de pays qui le souhaitent, doit pouvoir aller de l'avant à travers des coopérations spécifiques en dehors du cadre strict de l'Union.

- Nous défendons l'application des améliorations adoptées sur **le détachement des travailleurs** ;
- Nous souhaitons améliorer l'application des règles de la directive sur le temps de travail.

L'Europe, puissance agricole et agroalimentaire

Parce que l'alimentation est un besoin vital, l'Europe, deuxième producteur et exportateur agricole mondial, doit faire de l'agriculture un atout hautement stratégique. Face à des défis extrêmement divers et nombreux (sécurité alimentaire, demande mondiale croissante, volatilité des prix, changement climatique, vitalité des zones rurales et diversité des productions agricoles) nous devons plus que jamais exiger le maintien d'une politique agricole commune forte, durable et dotée d'un budget ambitieux.

Une Europe des grands projets utiles à la croissance

Nous devons **unir nos forces pour lancer de grands projets européens utiles à la croissance.**

- **Une politique industrielle commune** pour mettre en place l'écosystème favorable à nos PME et faire émerger des champions industriels capables de rivaliser avec leurs concurrents américains, indiens, chinois (adaptation du droit de la concurrence, appels d'offres européens pour développer des technologies innovantes et programmes de recherche communs).
- **Un investissement commun dans l'innovation et les secteurs à forte valeur ajoutée** afin de permettre à l'Europe d'être précurseur et de rester dans la course économique mondiale dans les prochaines années. En matière de **recherche**, le Parlement européen a, à juste titre, arraché aux gouvernements une augmentation de 40 % des financements européens en faveur de la recherche et de l'innovation. Dans l'aérospatial, les biosciences, les nanosciences, la santé, les énergies renouvelables, ces fonds sont utilisés pour inciter les meilleurs laboratoires européens à travailler ensemble, obtenant ainsi l'effet de levier indispensable pour atteindre la masse critique.

- **Une politique spatiale commune** : le 4 avril a été lancé le premier satellite du réseau d’observation de la terre Copernicus. Les années à venir vont voir l’achèvement du déploiement du bouquet des 30 satellites Galileo, mettant en place le GPS européen. La phase suivante sera l’élimination des milliers de déchets spatiaux laissés par les lancements antérieurs : la protection de l’environnement ne se limite plus à la planète.
- **Une politique énergétique commune** avec une centrale d’achats du gaz pour pouvoir davantage peser sur les prix, avec un soutien au nucléaire ainsi qu’à ITER (réacteur thermo-nucléaire) qui représente l’énergie du futur. Nous estimons cependant que, dans le respect des engagements contraignants de réduction des émissions de gaz à effet de serre, **chaque État membre doit pouvoir choisir son mix énergétique.**
- **Une politique de grandes infrastructures** (transports, énergie, télécommunications, nouvelles technologies) destinée à aménager le territoire européen et à favoriser le développement économique.
- **Une stratégie européenne pour les contenus culturels numériques.**

D. Une Europe capable de promouvoir et protéger efficacement les intérêts des Européens dans la compétition économique mondiale

L’époque de l’ouverture naïve de nos marchés doit être révolue. Nous voulons rééquilibrer nos relations commerciales avec les pays tiers afin que chacun joue avec les mêmes règles du jeu. Dans les négociations de l’OMC (Organisation mondiale du commerce), comme dans le cadre des accords de libre-échange avec les États-Unis, nous devons ensemble **défendre une approche réaliste, fondée sur le principe de réciprocité** avec :

- des mandats clairs de négociation donnés à la Commission européenne pour toute négociation commerciale à l’OMC ;
- la transparence sur les accords internationaux passés par l’Union européenne ;
- la réciprocité dans tous les accords commerciaux ;
- la soumission des importations à des normes éthiques, sanitaires, sociales et environnementales ;
- **un accès à nos marchés publics réservé aux entreprises des pays qui nous ont eux-mêmes ouvert leurs marchés.**

Nous assumons, en outre, que **tout ne relève pas du commerce : il y a des biens qui ne sont pas tout à fait comme les autres, notamment ceux liés à la sécurité alimentaire ou à la culture.**

Pour ce qui est de la culture, nous souhaitons créer un « espace européen de la culture » : nous avons pour ambition de promouvoir la diversité culturelle et linguistique. Nous voulons aussi faciliter les rencontres entre les artistes et les publics. Avec 2.6 % du PIB de l’UE et 5 millions d’emplois, nous devons libérer le potentiel des industries culturelles. Nous devons également renforcer le marché unique du numérique tout en assurant la meilleure protection possible aux créateurs, au sein d’une stratégie européenne pour les contenus culturels numériques. Avec une fiscalité réduite pour les biens culturels, sur support physique ou en ligne, un alignement des taux de la TVA bénéficiera à nos entreprises. Nous voulons également améliorer la gouvernance et la transparence des sociétés de gestion collective des

droits d’auteur. De même nous devons développer le « label du patrimoine européen » visant à mettre en valeur les sites symboliques pour l’histoire et la construction européennes.

E. Une Europe qui a les moyens de ses ambitions sur la scène internationale

Plus que jamais, c’est aux Européens d’assumer directement leurs responsabilités et leur sécurité.

Le « pivot vers l’Asie » des États-Unis décidé par l’administration Obama se traduit par un certain désengagement américain en Europe, en Afrique et au Proche-Orient.

Contrairement aux espoirs qui ont suivi la chute du mur de Berlin, le monde dans lequel nous vivons n’est pas moins dangereux : risque d’extension de conflits non réglés, montée des crispations interreligieuses et interethniques, développement du terrorisme, tensions liées à l’insuffisance des ressources alimentaires, énergétiques, en eau potable.

Chaque pays a le devoir de participer à la protection de ses citoyens sur son territoire et à l’extérieur.

Or aujourd’hui, seuls la France et le Royaume-Uni ont un outil de défense suffisamment performant. Et encore, il est fragilisé par les baisses préoccupantes des budgets militaires. Nous devons donc renforcer nos coopérations avec les Britanniques et inciter nos partenaires, notamment allemands, à jouer leur rôle dans ce domaine. C’est un enjeu essentiel pour maintenir la capacité d’innovation de l’industrie de défense européenne dans les domaines indispensables à notre indépendance stratégique (comme, par exemple, les drones).

Il convient donc que **chaque pays européen consacre une part significative de son PIB à cette mission.** Il faut que les **Européens jouent le jeu de la puissance.** Il n’y a plus de problème doctrinal, théorique ou idéologique. La France a rejoint le commandement intégré de l’Otan. Il n’est plus question de rivalité entre l’Otan et l’Europe de la Défense.

Le danger désormais n’est pas le trop-plein, c’est bientôt plutôt le vide qui menace alors que les pays de notre voisinage proche connaissent une phase de mutation profonde avec les inévitables turbulences qui accompagnent les changements géopolitiques majeurs.

L’Europe doit se **doter d’une politique et de moyens de défense communs** car la sécurité des citoyens fait partie de ses finalités et parce qu’elle ne peut peser politiquement dans le monde si elle n’est pas capable d’envoyer des forces pour tenir ses engagements internationaux et défendre ses valeurs, notamment face aux menaces terroristes.

L’UMP est le premier parti de France. Nous sommes les seuls à dire stop au socialisme de François Hollande qui fait décrocher la France en Europe. Nous sommes les seuls à contrer le FN qui nuit aux Français en proposant l’explosion de l’Europe. Nous sommes les seuls à vouloir et pouvoir transformer l’Europe, pour apporter des solutions concrètes aux attentes des Français.

